

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 19 DÉCEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
|----------|-------------|---------|
| 13 | 0 | 3 |

OBJET DE LA DECISION

N° 22/692

**22SERV01 - ACCORD-CADRE
A BONS DE COMMANDE
RELATIF AU PROJET
D'ACCOMPAGNEMENT DES
UTILISATEURS AUX
NOUVEAUX USAGES
NUMERIQUES AUTOUR DES
OUTILS COLLABORATIFS ET
EN LIGNE MICROSOFT 365
POUR LA METROPOLE TPM
ET LA VILLE DE TOULON -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Robert CAVANNA, Mme Nathalie BICAIS.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/692

BUREAU DU 19 DÉCEMBRE 2022

**O B J E T : 22SERV01 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE
RELATIF AU PROJET D'ACCOMPAGNEMENT DES
UTILISATEURS AUX NOUVEAUX USAGES
NUMERIQUES AUTOUR DES OUTILS COLLABORATIFS
ET EN LIGNE MICROSOFT 365 POUR LA METROPOLE
TPM ET LA VILLE DE TOULON - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5, L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017/1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Procès-Verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 22/11/2022,

CONSIDERANT que l'objectif du présent accord-cadre est d'accompagner les utilisateurs aux nouveaux usages numériques, en particulier autour des produits Microsoft 365,

CONSIDERANT que les prestations sont réparties en 3 lots :

| Lot(s) | Désignation |
|--------|---|
| 1 | Adoption - accompagnement aux nouveaux usages |
| 2 | Plate-forme d'adoption et de contenus |
| 3 | Support usage pour les utilisateurs |

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 21/04/2022, avec une remise des offres fixée au 25/05/2022,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE, et de la plateforme de dématérialisation AWS,

CONSIDERANT que 56 dossiers ont été retirés dont 14 pour information seulement,

CONSIDERANT que 7 plis ont été déposés dans les délais, représentant 7 offres pour le lot n°1, 5 offres pour le lot n°2 et 5 offres pour le lot n°3,

CONSIDERANT que pour le lot 1, des courriers de détection d'Offre Anormalement Basse ont été envoyés aux sociétés INGEY, PHOENIX ALLIANCE et BECHTLE COMSOFT le 29/07/2022, avec une date limite de réponse fixée au 10/08/2022, dont les réponses ont été reçues dans les délais impartis,

CONSIDERANT que les éléments fournis par les candidats INGEY et BECHTLE n'ont pas permis de juger du caractère économiquement viable de ses offres, et que le candidat PHOENIX ALLIANCE n'a pas répondu au courrier, pour le lot 1, leurs offres sont déclarées anormalement basses,

CONSIDERANT que pour le lot 1, des courriers de régularisation ont été envoyés aux sociétés EXAKIS NELITE, au Groupement Solidaire IFORM/AURERA et AGIIR NETWORK le 13/09/2022, avec une date limite de réponse fixée 26/09/2022, dont les réponses ont été reçues dans les délais impartis et ont été analysées,

CONSIDERANT que pour le lot 1, des courriers de précision de teneur de l'offre ont été envoyés aux sociétés CGI FRANCE et AGIIR NETWORK le 13/09/2022, avec une date limite de réponse fixée au 26/09/2022, dont les réponses ont été reçues dans les délais impartis,

CONSIDERANT que la société CGI FRANCE a modifié son offre financière et qu'elle est rejetée en vertu du principe d'intangibilité des offres et ne sera pas analysée, contrairement au candidat AGIIR NETWORK qui précise la teneur de son offre qui sera analysée,

CONSIDERANT que pour le lot 2, aucune Offre Anormalement Basse n'a été détectée,

CONSIDERANT que pour le lot 2, des courriers de régularisation ont été envoyés aux sociétés EXAKIS NELITE, Groupement Solidaire IFORM/AURERA, PHOENIX ALLIANCE et AGIIR NETWORK le 13/09/2022, avec une date limite de réponse fixée 26/09/2022, dont les réponses ont été reçues dans les délais impartis et ont été analysées,

CONSIDERANT que pour le lot 2, des courriers de précision de teneur de l'offre ont été envoyés aux sociétés CGI France, Groupement Solidaire IFORM/AURERA et PHOENIX ALLIANCE le 13/09/2022 avec une date limite de réponse fixée au 26/09/2022, dont les réponses ont été reçues dans les délais impartis et ont été analysées,

CONSIDERANT que pour le lot 3, un courrier de détection d'Offre Anormalement Basse a été envoyé à la société PHOENIX ALLIANCE le 29/07/2022, avec une date limite de réponse fixée au 10/08/2022, dont la réponse a été reçue dans les délais impartis,

CONSIDERANT que le candidat PHOENIX ALLIANCE n'a pas répondu au courrier, pour le lot 3, son offre est déclarée anormalement basse,

CONSIDERANT que pour le lot 3, des courriers de régularisation ont été envoyés aux sociétés EXAKIS NELITE, au Groupement Solidaire IFORM/AURERA et AGIIR NETWORK le 13/09/2022, avec une date limite de réponse fixée 26/09/2022, dont les réponses ont été reçues dans les délais impartis et ont été analysées,

CONSIDERANT que pour le lot 3, un courrier de précision de teneur de l'offre a été envoyé au Groupement Solidaire IFORM/AURERA le 13/09/2022 avec une date limite de réponse fixée au 26/09/2022, dont la réponse a été reçue dans les délais impartis et a été analysée,

CONSIDERANT que suite à la Commission d'Appel d'Offres, les membres de la commission décident de classer n°1 les offres des sociétés suivantes :

| lot | Société | Sise |
|-------|---------------|----------------------|
| Lot 1 | EXAKIS NELITE | BIDART (64 210) |
| Lot 2 | EXAKIS NELITE | BIDART (64 210) |
| Lot 3 | CGI France | COURBEVOIE (92 400), |

CONSIDERANT que les sociétés présentaient les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que les sociétés ne seront attributaires des marchés qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, les marchés ne pourront pas leur être attribués,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE DECLARER irrégulière l'offre de la société CGI France pour le lot 1.

ARTICLE 3

DE DECLARER anormalement basses les offres des sociétés :

Lot 1 pli n°4 INGEY
 pli n°5 PHOENIX Alliance
 pli n°7 BECHTLE COMSOFT

Lot 3 pli n°5 PHOENIX Alliance

ARTICLE 4

DE CONSTATER la recevabilité des candidatures des sociétés suivantes :

| lot | Société | Sise |
|-------|---------------|----------------------|
| Lot 1 | EXAKIS NELITE | BIDART (64 210) |
| Lot 2 | EXAKIS NELITE | BIDART (64 210) |
| Lot 3 | CGI France | COURBEVOIE (92 400), |

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer les marchés avec les sociétés suivantes :

Lot 1 : EXAKIS NELITE pour un montant estimatif corrigé de 39 450€ HT ; étant précisé que les valeurs minimales et maximales annuelles pour la période initiale du marché et pour chaque période de reconduction sont les suivantes :

| Minimum annuel en € HT | Maximum annuel en € HT |
|------------------------|------------------------|
| 5 000 € | 50 000, 00 € |

Lot 2 : EXAKIS NELITE pour un montant estimatif de 14 800 € HT ; étant précisé que les valeurs minimales et maximales annuelles pour la période initiale du marché et pour chaque période de reconduction sont les suivantes :

| Minimum annuel en € HT | Maximum annuel en € HT |
|------------------------|------------------------|
| 2 500 € | 25 000, 00 € |

Lot 3 : CGI France pour un montant estimatif de 9 220 € HT ; étant précisé que les valeurs minimales et maximales annuelles pour la période initiale du marché et pour chaque période de reconduction sont les suivantes :

| Minimum annuel en € HT | Maximum annuel en € HT |
|------------------------|------------------------|
| 1 000 € | 12 000, 00 € |

ARTICLE 6

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de la date de notification du contrat. L'accord-cadre considéré est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

ARTICLE 7

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2023 (et suivants), opération n°360 aux articles concernés (611, 6184, 2031,4581).

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

| | |
|------------|----|
| POUR | 13 |
| CONTRE | 0 |
| ABSTENTION | 0 |



